



Que développez-vous exactement, des concepts ou des projets concrets ?

Nous sommes en même temps héritiers d'Edgar Morin et de Christopher Alexander. Du premier, sociologue philosophe, nous avons appris comment en situation de complexité et d'incertitude la théorie éclaire la pratique qui éclaire la théorie qui éclaire la pratique etc. et c'est pourquoi nous pensons nos concepts à partir de la réalité des projets. Du second, architecte et mathématicien, nous suivons les chemins qui permettent de modéliser la complexité avec des trames et des éléments modulaires combinables à l'infini, ce qui permet de capitaliser sur des connaissances communes et de faire de co-imaginer et co-construire des assemblages uniques et complexes. À partir de cette ingénierie de l'intelligence collective à grande échelle, pour partie philosophique et mathématique, nous mesurons comment les activations des contributions favorisent la réussite de projets qui n'avaient pas de solutions quand ils étaient pensés dans une bulle professionnelle étanche, à travers des silos métiers incapables de communiquer entre eux.

C'est une approche complexe, arrivez-vous réellement à intéresser les professionnels et les citoyens ?

Oui, parce que nous attachons beaucoup d'importance à la temporalité et aux séquences. Nous avançons de façon progressive pour laisser aux personnes le temps de construire leur avis et de trouver leurs places au sein de projet complexes. Nous commençons sur des projets de petites échelles mais complexes, qui ont pour objectifs de créer l'envie et la possibilité de projets plus importants. Nous vérifions tous les jours dans notre domaine que simplifier pour être entendu produit des discours simplistes qui sapent la crédibilité des autorités et des experts.

2. Constats et réalités de marché

- Les biens communs numérisés, tant technologiques qu'informationnels, sont essentiels au développement de toute économie de marché. Comme par exemple, celle du droit, de la mécanique, de la médecine, de la certification, ou encore d'Internet. Ils permettent l'interopérabilité des acteurs du marché et servent de socles pour le développement de services et produits spécialisés.

- L'informatique est au cœur de l'évolution de la civilisation humaine et se présente comme un vecteur de pouvoir incontournable pour l'avenir. C'est un des points communs des grands acteurs du marché mondial : la maîtrise et l'automatisation des tâches, des processus et des systèmes d'information par l'informatique.

- Des acteurs majeurs tels que Google, IBM ou Microsoft font étonnamment partie des plus grands contributeurs en matière de technologies open source (ex : plusieurs milliards de dollars investis pour le développement du noyau Linux).

- Quelque soit le domaine d'activité économique, l'usage « juste » et « maîtrisé » de l'informatique est un levier de croissance tant pour le secteur privé que pour le secteur public. Des états (ex : la France, la Chine), des institutions publiques (ex : La Gendarmerie française, le CERN) et des sociétés privées (ex : Tesla ou IBM) s'orientent depuis plusieurs années vers l'utilisation et le développement de technologies open source (ex : Ubuntu).

- Aujourd'hui, l'ensemble des biens communs numérisés à disposition du marché équivaut à des milliards de francs de technologies, de design et d'informations libres et gratuites au service de la progression des activités humaines.

À l'inverse, des petits projets complexes permettent d'attirer les contributions des interlocuteurs, puis de les utiliser rapidement et ainsi de créer les preuves que l'écoute est réelle et efficace. Ces preuves créent la confiance comme notre choix assumé de l'Open Source qui garantit que des intérêts privés ne vont pas confisquer l'apprentissage de ceux qui participent à des dynamiques contributives. À partir du moment où les projets sont associés à des socles informationnels communs, la curiosité des interlocuteurs-contributeurs se développe.

Qui sont vos supports et que pensent les autorités politiques de votre approche ?

La Commission Européenne a financé nos premières recherches et développements logiciels de 2010 à 2012, la Fédération Nationale des Agences (publiques) d'Urbanisme en France nous a permis de rencontrer l'agence ONU Habitat lors de la conférence Habitat III à Quito en 2016, nous sommes partenaires associés du World Urban Campaign d'ONU-Habitat depuis 2017 et nous sommes partenaires depuis 2018 de la Free-IT foundation de Genève qui soutient les initiatives open source d'intérêt général. Nos autres supports sont les citoyens, les autorités, les concepteurs, les organisations civiques et les universités qui utilisent, critiquent et transforment les méthodes que nous avons initiées. Les autorités politiques sont constituées de femmes et d'hommes qui cherchent de nouvelles solutions compatibles avec le monde actuel et suffisamment efficace pour produire des ruptures avec les trajectoires du business as usual qui conduit nos civilisations dans le mur. C'est un chemin étroit et nous respectons cette difficulté en proposant des approches progressives et adaptatives qui sont bien acceptées pour cette raison.



3. La situation de l'open source sur le marché mondial

Aujourd'hui, de plus en plus de gouvernements, d'autorités, de tribunaux, de grandes entreprises ou encore d'hôpitaux adoptent l'approche de l'open source (Liste des adoptants de GNU/Linux). Tant pour bénéficier de la puissance de l'intelligence collective et des modèles contributifs, que pour se réapproprier une certaine autonomie et indépendance informatique indispensable à la maîtrise de leur souveraineté informationnelle.

Force est de constater que Google, Intel, Oracle, IBM ou encore Samsung participent depuis des années au développement du logiciel libre Linux. Ce célèbre système d'exploitation qui a notamment permis à Google de rattraper l'avance technologique de Apple en lui permettant de concevoir « Android » pour les smartphones. Aussi, en 2005, l'Unesco reconnaît le « logiciel libre » comme patrimoine de l'humanité et élève les licences GNU au rang de « Trésors du monde ». En 2007, la Commission Européenne publie la première version officielle de sa licence libre nommée EUPL - European Union Public License. La dernière version (1.2) de la licence EUPL a été approuvée le 18 mai 2017. Elle est traduite en vingt trois langues et répond aux critères de l'open source définis par l'OSI (Open source Initiative) et le logiciel libre.

Aujourd'hui, l'approche open source et les technologies libres se déploient dans de nombreux secteurs, et pas uniquement dans celui de l'informatique. Notamment, grâce à l'émergence des licences libres comme la CERN OHL ou la CC BY-SA, utilisées également pour régir des designs matériels, mécaniques et électroniques. Les tendances actuelles portées sur l'intelligence collective, l'innovation contributive, le financement participatif et le travail collaboratif, viennent renforcer la propagation de l'approche open source, celle-ci étant naturellement la plus adaptée aux mécanismes de co-construction transdisciplinaires et trans-institutionnels.



<https://ideavox.org>
<https://freeit.world>
<https://kalix.ch>

1. L'Économie de la Contribution est intrinsèquement liée aux notions de biens communs numérisés, de patrimoines informationnels communs et de communs. Elle est fondamentalement orientée vers le service et sert de socle pour une économie de marché raisonnée. Elle est au bénéfice d'un cadre légal favorable au partage des connaissances et au développement contributif.

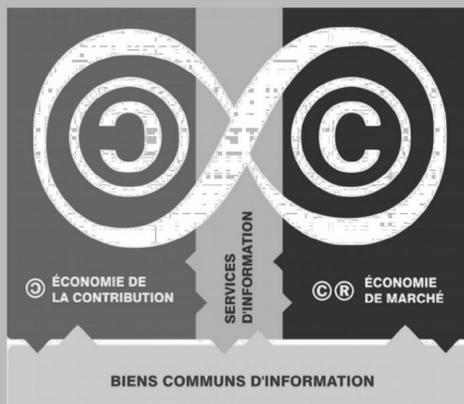
L'Économie de la Contribution se présente comme une réponse au contexte d'expansion technologique et industriel issu de l'ère numérique. Elle favorise la concertation et les contributions mutualisées entre les acteurs de la Société. Elle permet de cultiver, grâce au terreau des patrimoines informationnels communs, de nouveaux leviers servant de socle sociétal pour propulser le développement raisonné des activités humaines.

Elle est gouvernée par des standards juridiques qui impliquent une gestion de la propriété intellectuelle partagée selon les principes du copyleft et du copyright. Ce mode de gouvernance permet la co-création de biens communs numérisés et la constitution naturelle de communautés de contributeurs.

L'Économie de la Contribution permet ainsi de concevoir des services, des savoirs, des systèmes d'information et des innovations dans une dimension sociétale inclusive, responsable et démocratique.

Elle offre notamment un cadre propice aux synergies publiques-privées-citoyennes. Les notions de « consommateurs » et de « concurrents » évoluent en notion de « contributeurs », où chacun participe naturellement à la création de valeurs informationnelles communes, utiles à la progression de la Société ainsi qu'à l'expansion des compétences humaines.

Le terme « biens communs numérisés » utilisé ici, désigne les œuvres originales composées d'informations, de designs, de logiciels et de toutes sources de savoir pouvant être stockés sur un support numérique et pour lesquels leurs auteurs concèdent des droits d'utilisation, d'étude, de reproduction, de modification et de distribution compatibles avec les principes des licences libres (cf. chapitre 2.3).



Texte issu de la base de connaissance EC1
http://contribution.ch/EC1/EC1_Economie-de-la-Contribution_Base-de-connaissances_v0-9.pdf

<https://www.host-lab.org>
<https://www.7billion-urbanists.org>

Origine de la démarche

Nous sommes des architectes et des urbanistes, des sociologues et des codeurs passionnés par l'invention de concepts et de méthodes d'intelligence collective destinés à l'architecture et à l'urbanisme. Nous ne pensons pas nos activités comme de la concertation, mais comme une évolution profonde de nos métiers vers des approches intégrées et contributives. Nous pensons que cette évolution est nécessaire pour accompagner les transitions vers des territoires plus durables et plus inclusifs au niveau mondial. Nous avons initié les dispositifs "Villes sans limite / Unlimited Cities" en 2010, "Wikibuilding en 2014" et "Free Patterns en 2018" au sein d'une agence laboratoire, le HOST lab. Nous sommes à l'initiative de du réseau international "7 Milliards d'Urbanistes / 7 billion urbanists" destinée à partager ces concepts et méthodes en open source avec les autorités, les concepteurs, les organisations citoyennes et les universités.

Pourquoi croyez-vous à l'intelligence collective à grande échelle pour les transformations territoriales ?

Nous avons vérifié sur 4 continents à travers les organisations qui utilisent nos concepts, et nos propres projets, que cette vision répond à un besoin universel. Alors que nous pensions être relativement isolés lors de nos premières recherches en 2002, nous constatons aujourd'hui que l'évolution vers des pratiques de co-imagination et de co-construction des transformations devient une évidence. La prise de conscience est bien illustrée par l'implication d'institutions internationales comme l'agence Onusienne UN-Habitat à travers le Nouvel Agenda Urbain (NUA) et les Objectifs du Développement Durable ODDs. Le NUA et les ODDs font ainsi de l'inclusion réelle des sociétés civiles un impératif pour la réussite des défis environnementaux et humains. La préservation d'un monde commun et d'une planète habitable pour tous est également notre objectif.

Comment passer de la vision à des projets pragmatiques et concrets, puis à des mutations systémiques globales ?

Nous sommes des enfants de Wikipedia et de Linux. Quand avec un groupe de 10 personnes vous commencez à imaginer des stratégies pour faire évoluer au niveau mondial le système expert fermé de l'urbanisme vers un système contributif ouvert, soit vous êtes dans la pure utopie, soit vous utilisez la puissance du design ouvert et des logiciels libres. Il faut croire suffisamment en la puissance de ses idées, alors qu'aucun marché n'existe, pour les diffuser en espérant que celles-ci seront utiles pour d'autres qui les amélioreront. Et ainsi enclencher une boucle vertueuse. Nous avons pris ce risque.

Texte issu de l'espace 3DD
<https://3ddge.org/html/node/367>